

NAIROBI, Kenya, 20 septembre (Infosplusgabon) - Le Juge en chef kényan, David Maraga, a promis mardi de défendre l'indépendance des tribunaux et la branche judiciaire du gouvernement, alors que les manifestants ont menacé de prendre d'assaut le complexe de la Cour suprême à Nairobi.

La police a lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants qui se sont également rassemblés dans les villes et les centres du Kenya central pour soutenir le Président Uhuru Kenyatta, dont l'élection a été annulée le 1er septembre pour des irrégularités.

Un jour avant que les juges de la Cour suprême ne rendent une décision globale, expliquant les motifs d'annulation de la victoire M. Kenyatta déclarée par la Commission indépendante des élections et des frontières (lebc), la Commission du service judiciaire (Jsc) qui emploie des juges, a appelé à la fin des attaques contre les juges et les travailleurs des tribunaux.

"Nous appelons les Kényans de bonne volonté à défendre l'indépendance de la Magistrature et la règle de droit. Pour notre part, nous sommes prêts à payer le prix ultime pour protéger la Constitution et la règle de droit ", a déclaré le juge Maraga mardi, lors d'une conférence de presse à la Cour suprême.

La Cour rendra sa décision globale mercredi sur l'annulation des élections du 8 août.

Le 1er septembre, la Cour suprême a statué que l'Ilebc a échoué et a manqué à son devoir de procéder à l'élection présidentielle conformément à la Constitution.

La Cour est parvenue à la décision à la majorité, avec une minorité de deux juges qui s'y opposent. Ceux-ci ont émis de brèves explications sur leur opposition à l'annulation du vote.

Les protestations de partisans pro-Kenyatta ont été signalées à Nairobi et dans les régions centrales de la Thika, Limuru, Kiambu, Naivasha et Nakuru, à 160 km de Nairobi.

Le juge en chef a déclaré que depuis la décision qui a annulé le vote présidentiel, la Cour a de plus en plus subi de graves attaques de divers groupes qui ont fait des demandes et entravé le travail du tribunal.

A Kirinyaga, au Kenya central, le juge en chef a déclaré que les manifestants ont bloqué l'ancienne ministre de la Justice, Martha Karua, qui a perdu la course au gouvernorat pour la région le 8 août pour entendre sa requête.

"Cela équivaut à l'intimidation des pétitionnaires et ne devrait jamais se produire", a déclaré Maraga.

Il a déclaré que les juges de la Cour suprême ont été exposés négativement, menacés et attaqués avec le Président Kenyatta, menaçant de réduire le pouvoir judiciaire à la taille et de donner des leçons aux juges.

"Nous condamnons sans réserve ces actes d'agression insensés contre le pouvoir judiciaire et réitérons que, si quelque chose arrive aux juges, au personnel et à leurs familles, ceux qui font des déclarations incitatives seront personnellement responsables", a déclaré Maraga.

Le juge en chef a déclaré que les hauts responsables politiques, y compris le Président Kenyatta, devraient demander un référendum pour dissoudre le pouvoir judiciaire, plutôt que de porter atteinte aux juges.

En réponse aux attaques intensifiées, le juge en chef a déclaré que le pouvoir judiciaire ne sera

pas assujetti aux instructions du parlement et des branches exécutives du gouvernement et qu'il ne sera pas obligé d'agir de manière à garantir des résultats particuliers à des individus.

"Le pouvoir judiciaire est un bras du gouvernement égal à l'exécutif et à l'assemblée législative. Si les dirigeants sont fatigués d'avoir un pouvoir judiciaire fort et indépendant, ils devraient appeler à un référendum et l'abolir complètement. Auparavant, le pouvoir judiciaire continuera à s'acquitter de son mandat conformément à la Constitution et au serment d'office individuel ", a déclaré M. Maraga.

FIN/INFOSPLUSGABON/AER/YUI/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon